

*Le p.-d.g. du groupe sidérurgique annonce des discussions sur des «solutions alternatives»*

## Mittal fait un geste

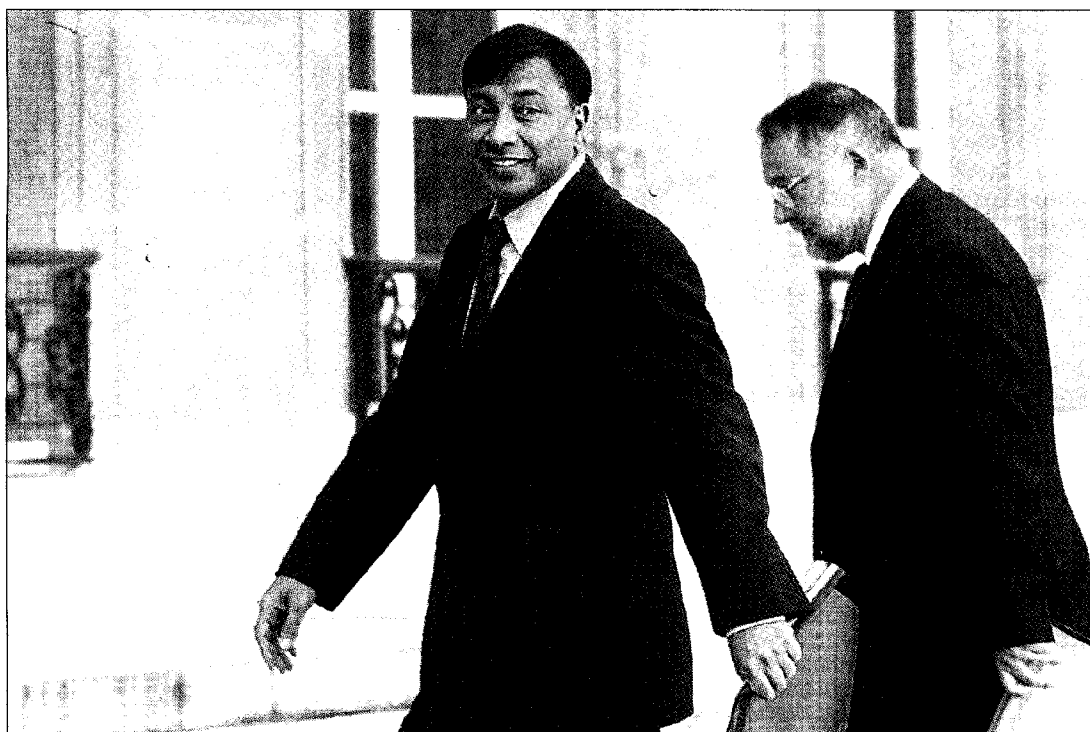
Le p.-d.g. du groupe sidérurgique ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, s'est engagé hier à discuter jusqu'en avril avec les syndicats de «solutions alternatives» au plan de suppression d'emplois à l'aciérie de Gandrange en Moselle, assurant que tous les salariés seraient reclassés.

■ «Comme je l'ai déjà dit, il n'y aura pas de suppressions d'emplois à Gandrange, chaque employé pourra bénéficier d'un autre emploi dans les usines (du groupe) de la région», a assuré M. Mittal à l'issue d'un long entretien avec Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

«Après avoir rencontré le président et, comme il l'a proposé, j'ai accepté d'étudier des propositions alternatives viables avec les syndicats (...) jusqu'au début du mois d'avril», a-t-il ajouté devant la presse. «Il n'y aucune raison de s'inquiéter. Les syndicats n'ont pas à s'inquiéter de la situation, nous travaillons avec les syndicats», a insisté le patron du groupe sidérurgique. «Jusqu'à cette date (début avril), tout est ouvert», a-t-il poursuivi.

M. Mittal a également annoncé qu'un fonds de 20 millions d'euros serait mis en place par la direction d'ArcelorMittal France pour financer «le reclassement des personnels» du site de Gandrange.

Sur les 550 suppressions d'emplois qui y sont prévues, 130 se traduiront par des départs en



**Syndicats et élus lorrains ont accueilli fraîchement hier des engagements pris à Paris par Lakshmi Mittal, au sujet de suppressions d'emplois envisagées à Gandrange, considérant que «tout cela avait déjà été dit»** (Photo: AFP)

retraite, les autres par des reclassements dans un autre établissement du groupe, a-t-il promis.

«M. Mittal a accepté la proposition du président de la République de poursuivre le dialogue avec les organisations syndicales et de donner un temps de réflexion supplémentaire jusqu'au début du mois d'avril 2008, pour que toutes les solutions alternatives proposées par les organisations syndicales pour l'avenir du site (...) soient

analysées en profondeur», a confirmé le porte-parole de l'Élysée, David Martinon.

Lors de leur entretien, Nicolas Sarkozy «a indiqué qu'il appuierait toutes les solutions qui présenteraient une viabilité économique à moyen et long terme», a poursuivi M. Martinon dans un communiqué, assurant que M. Mittal avait «renouvelé ses engagements vis-à-vis de l'industrie sidérurgique française». ArcelorMittal a annoncé le 16

janvier la suppression d'ici à avril 2009 de 595 des 1.108 emplois de son aciérie de Gandrange que le groupe s'est engagé à reclasser dans son unité de Florange ainsi qu'au Luxembourg.

Le 16 janvier, le directeur général d'ArcelorMittal France, Daniel Soury-Lavergne, avait chiffré à quelque 400 le nombre d'emplois «disponibles» pour le reclassement des métallos de Gandrange. (AFP)